



A16



A1



A12



A5



ÉGALITÉ  
JUSTICE  
LIBERTÉ  
PAIX  
DIGNITÉ  
SOLIDARITÉ  
TOLÉRANCE  
RESPECT

[illegible]

## Article







B16



B1



B12



B5





B14



B3

Ce que **je** peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:

Article  
N°


B10



B7





C16



C1



C12



C5





C14



C3

Ce que **je** peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:

Article  
N°


C10



C7





D16



D1



D12



D5





ÉGALITÉ  
JUSTICE  
LIBERTÉ  
PAIX  
DIGNITÉ  
SOLIDARITÉ  
TOLÉRANCE  
RESPECT

D14



D3

**Ce que je peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:**

**Ce que je peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:**



Juge des divorces

An illustration of a divorce judge sitting at a table with a man, a young girl, and a woman. The judge is a man with brown hair, wearing a dark suit and a purple tie, sitting in the center. To his left is a man with dark hair, wearing a blue sweater and brown pants, sitting with his arms crossed. To the judge's right is a young girl with red hair, wearing a red top, sitting with her hands raised as if speaking. Further to the right is a woman with red hair, wearing a green top and black skirt, sitting with her arms crossed. They are all seated at a light blue table. The background is a solid light blue. Above the judge, there is a white rectangular box with the text "Juge des divorces" in black.

D10





E16



E1



E12



E5



ÉGALITÉ  
JUSTICE  
LIBERTÉ  
PAIX  
DIGNITÉ  
SOLIDARITÉ  
TOLÉRANCE  
RESPECT

E14



**Ce que je peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:**

E10





Conseil de classe



F16

**DES  
DROITS  
ET DES  
DEVOIRS  
POUR  
TOUS!**

**CONVENTION  
RELATIVE  
AUX DROITS  
DE L'ENFANT**



F1



F12

**À chaque  
droit est  
associée une  
responsa-  
bilité!**

F5





F14



F3

Ce que **je** peux faire, à mon niveau,  
pour faire appliquer le droit:

Article  
N°


F10



F7



# DES DROITS ET DES DEVOIRS POUR TOUS !

## Matériel à disposition

- 1 **Un poster** «Des droits et des devoirs pour tous !» à afficher en classe.
- 2 **Des packs de livrets** à construire destinés aux élèves. Il existe six livrets différents (A, B, C, D, E, F) qui comportent toutefois tous des éléments similaires. On trouve dans chaque livret :
  - un espace pour les **données personnelles de l'élève** (nom, prénom...) → *page 2*
  - **4 illustrations** évoquant les droits de l'enfant → *pages 3, 7, 12 et 16*
  - **une citation** relative aux droits de l'enfant → *page 5*
  - **6 articles fondamentaux** de la Convention → *pages 4, 6 et 8*
  - **des articles de la Convention en lien avec les illustrations** → *pages 9, 11, 13, 15*
  - **8 valeurs fondamentales** des droits de l'enfant → *page 14*
  - **une page vierge** à compléter par l'élève → *page 10*
- Δ **N.B.**  
Le poster et les six livrets ont exactement le même contenu. Les illustrations et les articles de la Convention (*pages 9, 11, 13, 15*) diffèrent d'un livret à un autre.
- 3 **Sur Internet: un «Espace pédagogique des droits de l'enfant»** comprenant des propositions d'activités complémentaires, du matériel téléchargeable gratuitement, des documents de référence :  
→ [www.droitsenfant.globaleducation.ch](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch)

## Informations sur les droits de l'enfant

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (ci-après Convention) est un instrument juridique qui a été adopté le 20 novembre 1989. À ce jour, ce texte a été ratifié par 191 pays, dont la Suisse en 1997.

Ce document est contraignant pour les États signataires. Cela signifie que chaque État qui ratifie la Convention doit mettre sa législation en conformité avec les 54 articles de la Convention. En ce sens, elle est plus exigeante que la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Convention comprend 54 articles que l'on peut classer en trois catégories (« 3 P »):

- **Protection** → contre divers types d'abus
- **Prestations** → soins de base
- **Participation** → l'enfant exerce des droits

La participation de l'enfant est l'aspect le plus avant-gardiste de la Convention étant donné que celle-ci reconnaît, pour la première fois, l'enfant comme sujet de droit et non seulement comme objet de droit.

Signalons encore que la Convention s'articule autour de quatre principes de base :

- **La non-discrimination** → tous les enfants sont égaux en droit [*article 2*]
- **L'intérêt supérieur de l'enfant** → on doit toujours rechercher la meilleure solution pour l'enfant [*article 3*]
- **La vie, la survie et le développement** → tout enfant a le droit de développer son plein potentiel [*article 6*]
- **La participation de l'enfant** → l'enfant a le droit de s'exprimer sur les questions le concernant [*article 12*]

Enfin, le Préambule de la Convention mentionne des valeurs qu'il est utile de garder à l'esprit lorsque l'on traite les droits de l'enfant :

- **Égalité – Justice – Liberté – Paix – Dignité – Solidarité – Tolérance – Respect.**

## Commande du poster

Fondation Education et Développement  
Av. de Cour 1, 1007 Lausanne  
T: 021 612 00 81  
M: [fed@globaleducation.ch](mailto:fed@globaleducation.ch)



EDUCAZIUN E SVILUP  
EDUCAZIONE E SVILUPPO  
ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT  
BILDUNG UND ENTWICKLUNG

- Set de 5 posters (pour 24 élèves)  
→ art. n° 10c-79 (gratuit, frais de port en sus)
- Poster à l'unité (pour 6 élèves)  
→ art. n° 10c-80 (gratuit, frais de port en sus)

Autres documents pédagogiques sous  
→ [www.droitsenfant.globaleducation.ch/](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch/)  
**Matériel\_pédagogique**



Art. 23 ←  
Art. 2 ←  
Art. 28 ←  
Art. 29 ←



[A16] Un handicap peut être de diverses formes, pas uniquement physique.

Art. 31 ←  
Art. 17 ←



[A3] Les consoles permettent de jouer à des jeux éducatifs mais aussi à des jeux violents interdits aux enfants

Art. 13 ←  
Art. 16 ←  
Art. 17 ←



[A12] Internet est un outil utile pour s'informer mais comporte des informations inappropriées pour les enfants

Art. 31 ←  
Art. 17 ←



[A7] Eviter de faire l'amalgame entre travail et exploitation. Un travail confié à l'enfant peut être éducatif (débarrasser la table, par exemple).

Art. 18 ←  
Art. 5 ←



[B16] Le thème des familles recomposées peut être abordé.

Art. 14 ←  
Art. 30 ←



[B3] Possibilité d'aborder la question de la laïcité à l'école.

Art. 33 ←  
Art. 1 ←  
Art. 18 ←



[B12] Inviter les enfants à se positionner sur l'âge légal de 16 ans pour l'accès au tabac et à l'alcool.

Art. 7 ←  
Art. 9 ←  
Art. 21 ←



[B7] Insister sur le fait que la nationalité et l'identité sont des concepts différents selon les pays.

Art. 24 ←  
Art. 38 ←  
Art. 6 ←



[C16] Inviter les enfants à s'exprimer sur ce qu'ils ont peut-être vécu à ce sujet, tout en considérant cet apport comme un témoignage et non comme une vérité absolue.

Art. 37 ←  
Art. 40 ←



[C3] En Suisse, ce droit n'est encore que très partiellement respecté.

Art. 13 ←  
Art. 14 ←  
Art. 15 ←



[C12] Demander aux enfants s'ils ont l'impression de suffisamment s'exprimer dans la société, à l'école, dans leur famille, etc.

Art. 2 ←  
Art. 24 ←



[C7] Rappeler que les motifs d'exclusion et de brimades ne sont pas toujours liés au surpoids.

Art. 2 ←  
Art. 24 ←



[D16] Insister sur le fait qu'une adoption doit respecter certaines règles internationales précises.

Art. 32 ←  
Art. 27 ←  
Art. 5 ←



[D3] Faire la comparaison avec l'illustration de l'enfant travaillant sur un marché. Faire la distinction entre travail (qui peut être éducatif) et exploitation.

Art. 38 ←  
Art. 39 ←  
Art. 28 ←



[D12] Les enfants soldats ne sont pas toujours au front mais souvent employés comme aides de camp.

Art. 9 ←  
Art. 12 ←



[D7] L'enfant a le droit d'être entendu mais les décisions restent du ressort des adultes.

Art. 9 ←  
Art. 29 ←



[E16] Les violences physiques (gifles, par exemple) ne sont pas encore strictement interdites en Suisse.

Art. 19 ←  
Art. 17 ←



[E3] Inviter les élèves à s'exprimer sur ce qu'ils vivent à ce propos.

Art. 24 ←  
Art. 26 ←



[E12] Faire prendre conscience aux enfants que la santé est à considérer de manière globale (physique, psychique, social, etc.).

Art. 39 ←  
Art. 28 ←  
Art. 27 ←



[E7] Malgré leur interdiction, les mines antipersonnel sont encore produites et disséminées sur la planète de nos jours.

Art. 12 ←  
Art. 13 ←  
Art. 14 ←  
Art. 28 ←



[F16] Rappeler aux enfants que la participation est une compétence qui peut s'acquérir et se développe dans le cadre d'un conseil de classe, par exemple.

Art. 18 ←  
Art. 27 ←



[F3] Demander aux enfants de se positionner quant aux différences entre *besoin* et *surconsommation*.

Art. 9 ←  
Art. 22 ←



[F12] Les droits des enfants migrants ne sont pas tous respectés en Suisse (cf. nouvelle loi sur les étrangers).

Art. 34 ←  
Art. 11 ←  
Art. 20 ←



[F7] La prostitution dès 16 ans est encore autorisée en Suisse.



## Exploitation pédagogique du poster pour les élèves de 9 à 12 ans

### Objectifs pédagogiques

Les enfants comprennent :

- qu'ils ont des droits qui les protègent,
- qu'à chaque droit est associé un devoir (une responsabilité),
- que les droits de l'enfant sont universels et donc valables partout et pour tous,
- que les enfants peuvent favoriser, à leur niveau, l'application des droits de l'enfant.

### Activités centrales

#### Introduction du thème

L'enseignant-e introduit le thème en s'inspirant des Informations sur les droits de l'enfant.

Propositions de questions :

- Ont-ils déjà entendu parler de la Convention des droits de l'enfant ?
- Qu'en connaissent-ils ?
- Qui vise-t-elle à protéger ?
- Qu'est-ce qu'un droit ?
- Depuis combien de temps existe-t-elle ?

#### Construction des livrets

Les six différents livrets servent de support à la majorité des activités proposées.

L'enseignant-e distribue à chaque élève une page A3 pour construire son livret personnel. Il/elle donne les consignes nécessaires pour le découpage et la construction des livrets (→ cf. schéma pour la construction) et veille à répartir un nombre si possible équivalent de livrets A, B, C, D, E et F (→ cf. pagination des livrets) afin de faciliter l'organisation des travaux en sous-groupes. Les pages peuvent être assemblées soit à l'aide d'agrafes, soit en utilisant une ficelle.

#### Travail en sous-groupes

Les élèves possédant le même livret se regroupent.

L'enseignant-e leur fournit des dictionnaires et du papier. De nombreuses pistes de travail à partir des livrets sont possibles. En fonction du temps à disposition, l'enseignant-e ne peut en retenir que quelques-unes parmi les consignes ci-dessous :

- Complétez la page 2.
- Observez les quatre illustrations de votre livret et échangez vos impressions et vos interprétations.
- Lisez les articles (les droits) de la Convention présents dans votre livret aux pages 9, 11, 13 et 15.
- Trouvez l'illustration correspondant à ces articles et inscrivez le(s) numéro(s) à côté de l'illustration.
- Individuellement, choisissez un article figurant dans votre livret et complétez la page 10. Comparez ensuite vos réponses.
- Lisez la citation de la page 5 et discutez-en ensemble. Réécrivez (en dessous ou en dessus), avec vos mots, ce que vous comprenez de cette citation.
- Cherchez dans des dictionnaires, les définitions des huit mots que vous trouvez à la page 14. Inscrivez ces définitions sur une feuille et complétez avec votre propre compréhension de ces termes.
- Désignez un ou deux rapporteurs pour votre groupe.

#### Mise en commun en groupe classe

Une fois le travail en sous-groupes terminé, l'enseignant-e invite les élèves à se réunir, avec leurs livrets et leurs feuilles, autour du poster. À tour de rôle, les différents groupes viennent présenter les résultats de leurs travaux, selon la trame suivante :

- Les illustrations de votre livret → *montrez-les sur le poster et expliquez, selon vous, quels droits de la Convention elles illustrent.*
- Votre page 5 → *lisez votre citation, puis expliquez à la classe sa signification.*
- Votre page 10 → *quels articles avez-vous*

### Mode d'emploi





*choisis ? D'après vous, que peut-on faire, à notre niveau, pour appliquer ce droit ? Présentez vos différentes propositions.*

## Conclusion

L'enseignant-e note au tableau les définitions trouvées pour les huit valeurs fondamentales de la Convention (page 14).

Il/elle demande à quelques élèves de lire à haute voix les articles des pages 4, 6 et 8 qui présentent les quatre principes de base des droits de l'enfant (→ Cf. « Informations sur les droits de l'enfant »). L'enseignant-e insister sur le fait que les droits de l'enfant sont universels et donc valables partout et pour tous. Ils sont donc également appliqués à l'école. Il est également important de rappeler qu'à chaque droit est associé un devoir (une responsabilité) et que les enfants peuvent favoriser, à leur niveau, l'application des droits de l'enfant.

## Activités complémentaires

### Matériel

- les 24 illustrations du poster (à découper du poster ou à imprimer à partir du site : → [www.droitsenfant.globaleducation.ch/Galerie](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch/Galerie)
- les articles de la Convention (à découper du poster ou à imprimer à partir du site : → [www.droitsenfant.globaleducation.ch/Documents de référence/Convention simplifiée pour les enfants dès 8 ans](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch/Documents_de_référence/Convention_simplifiée_pour_les_enfants_dès_8_ans)
- L'enseignant-e dispose les 24 illustrations de façon que tous les élèves puissent bien les voir. Il/elle invite les élèves à les regarder durant quelques minutes en silence. Chaque élève choisit une illustration et explique à la classe pourquoi il a fait ce choix et ce qu'elle représente pour lui. Il est important que les élèves puissent exprimer librement les raisons de leur choix et leurs premières impressions, sans que cela donne lieu à des commentaires.

- L'enseignant expose les 24 illustrations et distribue à chaque élève un article de la Convention. Ces derniers viennent, à tour de rôle, coller l'article sur l'illustration qui leur semble être en lien.
- L'enseignant-e lit un article de la Convention et les enfants essaient de retrouver l'illustration correspondante.
- Classer les illustrations dans des catégories :  
→ droits respectés / droits bafoués  
→ situations qui sont en lien avec un droit particulier → etc.
- Tirer des ficelles entre les droits et les illustrations pour représenter les liens thématiques. On constatera, de manière visuelle, que le nombre de liens est très important.
- Réaliser une exposition pour présenter le travail effectué au reste de l'école ou aux parents. Pour cela, on peut sélectionner, agrandir et imprimer des illustrations à partir de :  
→ [www.droitsenfant.globaleducation.ch/Galerie](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch/Galerie)
- Imprimer ou coller les images sur du papier cartonné et réaliser des sous-mains.
- À partir des illustrations, construire un « Memory des droits de l'enfant » et jouer en respectant la règle suivante : pour pouvoir conserver une paire d'images, il faut être capable de citer un droit en lien avec la situation en question.

### Informations concernant les illustrations

Les 24 illustrations du poster présentent des situations liées aux droits de l'enfant. Elles thématisent, en général, un droit particulier. Cependant, il est pertinent de faire comprendre aux élèves que chaque situation concerne différents articles de la Convention. Le tableau indique les numéros des articles en lien avec chaque situation, de même qu'un bref commentaire. La Convention complète et simplifiée est à télécharger sous :

→ [www.droitsenfant.globaleducation.ch/Documents de référence](http://www.droitsenfant.globaleducation.ch/Documents_de_référence)

## Impressum

**Ont contribué au projet** Alliance Sud → [www.alliancesud.ch](http://www.alliancesud.ch) – Association François-Xavier Bagnoud → [www.fxb.org](http://www.fxb.org) – Enfants du Monde → [www.edm.ch](http://www.edm.ch) – Institut international des droits de l'enfant → [www.childsrights.org](http://www.childsrights.org) – Association suisse pour les droits de la personne → [www.humanrights.ch](http://www.humanrights.ch) – La jeunesse débat → [www.lajeunessedebate.ch](http://www.lajeunessedebate.ch) – Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme → [www.licra.ch](http://www.licra.ch) – Missio → [www.missio.ch](http://www.missio.ch) – Organisation suisse d'aide aux réfugiés → [www.osar.ch](http://www.osar.ch) – Pro Juventute → [www.pro-juventute.ch](http://www.pro-juventute.ch) – Syndicat des enseignants romands → [www.le-ser.ch](http://www.le-ser.ch) – Eglise évangélique réformée, Vaud → [www.eerv.ch](http://www.eerv.ch) – Terre des Hommes, Genève → [www.tdh-geneve.ch](http://www.tdh-geneve.ch) – Terre des Hommes, Valais → [www.tdh-valais.ch](http://www.tdh-valais.ch) – Unicef → [www.unicef.ch](http://www.unicef.ch) / **Avec le soutien financier de** Conférence intercantonale de l'instruction public de la suisse romande et du tessin → [www.ciip.ch](http://www.ciip.ch) – Office fédérale des assurances sociales OFAS → [www.bsv.admin.ch](http://www.bsv.admin.ch) / **Coordination et diffusion** Fondation éducation et développement → [www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch)

**Groupe de travail** Claire de Goumoëns, enseignante – Blagena Ramoni, Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB) – Marco Locorotondo, Maison Terre des Hommes de Massongex / **Auteurs** Claire de Goumoëns, enseignante – Rémi Vuichard, Fondation Education et Développement / **Illustrateur** Pierre-Abraham Rochat → [www.paroachat.ch](http://www.paroachat.ch) / **Graphistes** no-do → [www.no-do.ch](http://www.no-do.ch) / **Impression** Setaprint AG → [www.setaprint.ch](http://www.setaprint.ch)  
• Lausanne, août 2009



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

B4

**Art. 18**

**Responsabilité des parents**

La responsabilité d'élever l'enfant incombe au premier chef et conjointement aux deux parents, et l'État doit les aider à exercer cette responsabilité. Il leur accorde une aide appropriée pour élever l'enfant.

B13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

B8

**Art. 7**

**Nom et nationalité**

L'enfant a le droit à un nom dès la naissance. Il a également le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

B9



Photo



Prénom

Nom

B2

### **Art. 33**

#### **Consommation et trafic de drogues**

L'enfant a le droit d'être protégé contre la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, et contre son utilisation dans la production et la diffusion de telles substances.

B15

### **Art. 3**

#### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

### **Art. 4**

#### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

B6

### **Art. 14**

#### **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

L'État respecte le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion, dans le respect du rôle de guide joué par les parents.

B11



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

A4

**Art. 28**

**Éducation**

L'enfant a le droit à l'éducation et l'État a l'obligation de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, d'encourager l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire accessibles à tout enfant et d'assurer à tous l'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun.

**Art. 31.**

**Loisirs, activités récréatives et culturelles**

L'enfant a le droit aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles et artistiques.

A13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

A8

**Art. 17**

**Accès à une information appropriée**

L'État garantit l'accès de l'enfant à une information et à des matériels provenant de sources diverses, et encourage les médias à diffuser une information qui présente une utilité sociale et culturelle pour l'enfant. L'État prend des mesures pour protéger l'enfant contre les matériels nuisibles à son bien-être.

A9



Photo



Prénom

Nom

A2

### **Art. 32**

#### **Travail des enfants**

L'enfant a le droit d'être protégé contre tout travail mettant en danger sa santé, son éducation ou son développement. L'État fixe des âges minimaux d'admission à l'emploi et réglemente les conditions d'emploi.

A15

### **Art. 3**

#### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

### **Art. 4**

#### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

A6

### **Art. 23**

#### **Enfants handicapés**

L'enfant handicapé a le droit de bénéficier de soins spéciaux ainsi que d'une éducation et d'une formation appropriées pour lui permettre de mener une vie pleine et décente, dans la dignité, et pour parvenir au degré d'autonomie et d'intégration sociale le plus élevé possible.

A11



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

D4

**Art. 32**

**Travail des enfants**

L'enfant a le droit d'être protégé contre tout travail mettant en danger sa santé, son éducation ou son développement. L'État fixe des âges minimaux d'admission à l'emploi et réglemente les conditions d'emploi.

D13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

D8

**Art. 9**

**Séparation d'avec les parents**

L'enfant a le droit de vivre avec ses parents à moins que cela ne soit jugé incompatible avec son intérêt supérieur; il a également le droit de maintenir des contacts avec ses deux parents, s'il est séparé de l'un d'eux ou des deux.

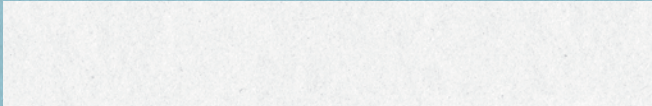
D9



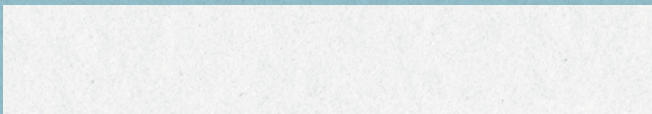
Photo



Prénom



Nom



D2

### **Art. 38**

#### **Conflits armés**

Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités. Aucun enfant de moins de 15 ans ne sera enrôlé dans les forces armées.

D15

### **Art. 3**

#### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

### **Art. 4**

#### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

D6

### **Art. 21**

#### **Adoption**

Dans les pays où l'adoption est admise ou autorisée, elle ne peut avoir lieu que dans l'intérêt supérieur de l'enfant et lorsque sont réunies toutes les autorisations des autorités compétentes ainsi que toutes les garanties nécessaires.

D11



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

C4

**Art. 31**

**Loisirs, activités récréatives et culturelles**

L'enfant a le droit aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles et artistiques.

C13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

C8

**Art. 13**

**Liberté d'expression**

L'enfant a le droit d'exprimer ses vues, d'obtenir des informations et de faire connaître des idées et des informations, sans considération de frontières.

C9



Photo



Prénom

Nom

C2

#### **Art. 40**

##### **Administration de la justice pour mineurs**

Tout enfant suspecté, accusé ou reconnu coupable d'avoir commis un délit a droit à un traitement qui favorise son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui tienne compte de son âge et qui vise sa réintégration dans la société.

C15

#### **Art. 3**

##### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

#### **Art. 4**

##### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

C6

#### **Art. 24**

##### **Santé et services médicaux**

L'enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de soins médicaux. Les États encouragent la coopération internationale et s'efforcent d'assurer qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à des services de santé efficaces.

C11



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

F4

**Art. 27**

**Niveau de vie**

Tout enfant a le droit à un niveau de vie suffisant à son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

C'est aux parents qu'incombe la responsabilité primordiale de lui assurer ce niveau de vie.

F13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

F8

**Art. 13**

**Liberté d'expression**

L'enfant a le droit d'exprimer ses vues, d'obtenir des informations et de faire connaître des idées et des informations, sans considération de frontières.

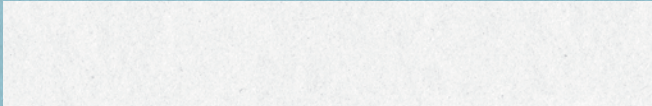
F9



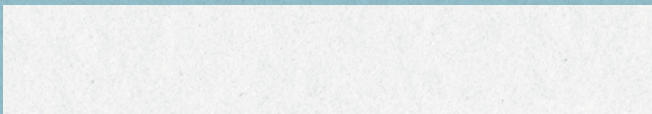
Photo



Prénom



Nom



F2

#### **Art. 34**

##### **Exploitation sexuelle**

L'État doit protéger l'enfant contre la violence et l'exploitation sexuelles, y compris la prostitution et la participation à toute production pornographique.

F15

#### **Art. 3**

##### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

#### **Art. 4**

##### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

F6

#### **Art. 22**

##### **Enfants réfugiés**

Une protection spéciale est accordée à l'enfant réfugié ou qui cherche à obtenir le statut de réfugié. L'État a l'obligation de collaborer avec les organisations compétentes ayant pour mandat d'assurer cette protection.

F11



**Version partielle et simplifiée de la  
Convention des Nations Unies relative  
aux droits de l'enfant**

**Art. 1**

**Définition de l'enfant**

L'enfant est défini comme tout être humain de moins de 18 ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

**Art. 2**

**Non-discrimination**

Tous les droits s'appliquent à tout enfant sans exception. L'État a l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits.

E4

**Art. 24**

**Santé et services médicaux**

L'enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de soins médicaux. Les États encouragent la coopération internationale et s'efforcent d'assurer qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à des services de santé efficaces.

E13

**Art. 6**

**Survie et développement**

Tout enfant a un droit inhérent à la vie et l'État a l'obligation d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 12**

**Opinion de l'enfant**

L'enfant a le droit, dans toute question ou procédure le concernant, d'exprimer librement son opinion et de voir cette opinion prise en considération.

E8

**Art. 17**

**Accès à une information appropriée**

L'État garantit l'accès de l'enfant à une information et à des matériels provenant de sources diverses, et encourage les médias à diffuser une information qui présente une utilité sociale et culturelle pour l'enfant. L'État prend des mesures pour protéger l'enfant contre les matériels nuisibles à son bien-être.

E9



Photo



Prénom

Nom

E2

### **Art. 39**

#### **Réadaptation et réinsertion**

L'État a l'obligation de faire en sorte que les enfants victimes de conflit armé, de torture, de négligence, d'exploitation ou de sévices bénéficient de traitements appropriés pour assurer leur réadaptation et leur réinsertion sociale.

E15

### **Art. 3**

#### **Intérêt supérieur de l'enfant**

Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui en sont incapables.

### **Art. 4**

#### **Exercice des droits**

L'État doit faire tout son possible pour assurer l'exercice des droits définis par la Convention.

E6

### **Art. 19**

#### **Protection contre les mauvais traitements**

L'État doit protéger l'enfant contre toutes les formes de mauvais traitements perpétrés par ses parents ou par toute autre personne à qui il est confié.

E11